



**Projet de décision de l'ARCEP précisant les modalités
de l'accès aux lignes de communications électroniques
à très haut débit en fibre optique**

UFC Que Choisir
Juillet 2009

L'UFC-Que Choisir a toujours été très favorable, dans les zones où le point de raccordement se situe en pied d'immeuble, à un déploiement du « multi-fibres ». D'un point de vue technique et pratique, dans la mesure où les opérateurs ont fait des choix technologiques très différents, cette modalité semble s'imposer.

De plus, le surcoût estimé (environ 5% du total des investissements nécessaires) semble assez dérisoire compte tenu de l'enjeu. Il serait donc irrationnel de privilégier le facteur coût en favorisant un déploiement mono-fibre, pour des investissements qui vont s'étendre sur plusieurs décennies.

La fibre est un formidable chantier, par son ampleur (la nécessité de créer une nouvelle infrastructure) mais aussi par son potentiel en termes de transformation des usages. Tout le monde a conscience des bouleversements qu'elle porte. Cependant, cela ne doit pas occulter que ce déploiement est à hauts risques, notamment du point de vue concurrentiel. Par conséquent, il est impératif de veiller à établir un environnement adapté, en privilégiant les solutions de long terme mais aussi en prévoyant un encadrement réglementaire rigoureux.

Multifibre, quel modèle ?

Il faut être très attentif à la manière dont le multi-fibres est mis en place. Il est essentiel que cette solution ne crée pas plus de maux qu'elle n'en résout.

Dans cette perspective, l'UFC-Que Choisir, comme l'ARCEP, est convaincue que l'approche par les « coûts joints » est la plus adaptée. L'alternative, une facturation des uniques surcoûts, n'est pas souhaitable puisqu'elle permettrait des stratégies de passagers clandestins. Les opérateurs pourraient être tentés d'attendre qu'un autre prenne l'initiative de l'investissement pour ne payer que le supplément nécessaire. *In fine*, l'investissement pourrait chuter puisque personne, et c'est naturel, ne veut investir pour les autres.

Multifibre, quels risques ?

L'association est plus inquiète sur l'accès pour un opérateur n'ayant pas partagé le financement *ab initio*. En effet, bien que le régulateur précise que l'opérateur d'immeuble doit mettre à disposition un accès de fibres optiques partagées ou de fibres optiques dédiées au point de mutualisation dans « des conditions raisonnables et non discriminatoires », il existe un risque d'éviction. On peut, par exemple, se demander qu'est ce qu'un prix raisonnable ?

Comme seul l'opérateur d'immeuble est contraint de fournir cet accès, si l'ensemble des opérateurs veulent éviter l'entrée d'un acteur qui pourrait être menaçant, il lui suffit de proposer un prix d'accès juste trop élevé, *i. e.* sans être totalement déraisonnable, pour l'évincer.

Quid du bitstream ?

Le bitstream est pour le moment assez absent des débats, notamment car il n'est pas d'actualité dans les plans des entreprises. Pourtant, il ne faut pas oublier que jadis, les opérateurs sont entrés sur le marché de l'ADSL par ce moyen, avant d'investir et de privilégier le dégroupage.

Avec la fibre optique, le bitstream pourrait devenir, dans les années à venir, une problématique bien plus importante. D'une part, car dans certains cas il sera le seul moyen d'accéder au consommateur final (s'il n'existe pas de fibres dédiées ou de fibres partagées), d'autre part, car comme pour l'ADSL on peut imaginer qu'un opérateur qui souhaite entrer sur ce marché choisira de commencer par du bitstream avant de pousser plus loin ses investissements.

Prix de l'accès et du bitstream des problématiques à venir ?

Nous avons conscience qu'il est encore très difficile d'établir ce qu'est le prix adapté pour ce type de prestations. Cependant, ce que l'UFC Que Choisir demande c'est une surveillance appuyée de l'autorité et un engagement à revenir sur ces points lorsque le marché sera plus mature. Il est essentiel de poser, dès aujourd'hui, les bases de ce que seront les règles futures pour lever les incertitudes réglementaires qui pèsent sur les anticipations des acteurs.

Et le déploiement vertical ?

Enfin, à titre de conclusion, il est essentiel de souligner que sécuriser la mutualisation est une étape importante pour garantir le choix du consommateur et donc la concurrence, mais insuffisante. En effet, encore faut-il que les opérateurs déploient des infrastructures jusqu'à ces fameux points de mutualisation (tout le monde ne vit pas à Paris). C'est pour cela que l'ensemble des acteurs du marché mais aussi le gouvernement et les diverses institutions impliquées, comme l'ARCEP, doivent s'interroger sur les moyens à mettre en œuvre pour stimuler l'investissement.

L'optimisation de l'accès aux infrastructures est une vraie question qu'il ne faut pas contourner, un réexamen du prix de l'accès aux fourreaux de France Télécom peut sembler nécessaire. On peut également envisager un audit des infrastructures réalisées au moment du plan câble, dont certaines sont gérées sous forme de délégation de service public (DSP) et arrivent progressivement à échéance, pour établir dans quelles conditions elles pourraient être redéployées pour tirer de la fibre.

Enfin, pour les territoires où la fibre a peu de chances d'arriver avec les seuls mécanismes concurrentiels, il est peut être opportun de lancer une réflexion sur les stratégies à envisager. Investissement par les collectivités territoriales, nouvelles DSP, co-investissement par l'ensemble des opérateurs. Toutes ces propositions doivent être mises sur la table sans tabous.